



Les gardiens de Lamu

Décembre 2024

Une étude de cas sur la campagne contre
le Projet de centrale à charbon de Lamu



(C) 2024 Save Lamu et Accountability Counsel

Save Lamu

Address: P.O. Box 314-80500, Lamu

Tel: +254 (0)110 009 495

Email: info@savelamu.org

www.savelamu.org

Accountability Counsel

244 Kearny Street, Floor 6

San Francisco, CA 94108, USA

info@accountabilitycounsel.org

+1 (415) 296-6761

www.accountabilitycounsel.org



Introduction

Défendre Lamu: La lutte d'une communauté contre une centrale à charbon dévastatrice



En 2013, le gouvernement du Kenya a annoncé un projet de construction d'une très grosse centrale à charbon (1050 MW) dans le comté de Lamu, Kwasasi, dans le cadre de sa stratégie d'industrialisation « Vision 2030 ». Ce projet de 2 milliards de USD, devant être mis en œuvre par Amu Power, représentait une menace pour la vieille ville de Lamu classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO, mais aussi pour sa biodiversité unique, notamment des forêts de mangrove et des récifs coralliens.

Plus de 600 propriétaires fonciers allaient perdre leurs maisons et leurs moyens de subsistance des suites de l'acquisition des 387 hectares de terres destinés au projet. Bien qu'Amu Power ait promis des emplois et la croissance économique, le projet manquait de transparence et ne prévoyait pas de consultation communautaire digne de ce nom, d'indemnisation adéquate ou de plans de réinstallation. Les risques de pollution de l'air, des terres et de l'eau inquiétaient fortement la communauté. Toutefois, l'avis de la communauté n'a pas été pris en compte ; les pouvoirs publics et Amu Power n'ont pas étudié de solutions énergétiques alternatives et n'ont pas pris en compte les menaces qui pesaient sur l'écosystème, ce qui a aggravé les frustrations locales et conduit la population de Lamu à s'unir et à rejeter le projet.

La présente étude de cas démontre comment la population de Lamu a mené un mouvement populaire qui a finalement abouti au retrait des principaux bailleurs de fonds et à l'annulation de la licence environnementale du projet. Voyez comment cette incroyable réussite du mouvement communautaire pour le climat a été remportée, ainsi que des conseils et des enseignements destinés aux activistes qui résistent face à des projets nuisibles financés par des fonds internationaux.

De la rumeur à la réalité : La découverte par la communauté de Lamu du projet de centrale à charbon



Lorsque des délégués d'Amu Power ont pris contact avec les membres de la communauté de Lamu, ils ont fait miroiter des créations d'emploi, des bourses scolaires pour leurs enfants et des indemnités pour leurs terres. Toutefois, ils n'ont pas cherché à obtenir le consentement ou l'avis de la communauté, laissant les résidents dans l'ignorance quant aux détails du projet de centrale. De nombreux agriculteurs, dont les terres avaient déjà été saisies, comprenaient mal en quoi consistait le projet ou quel serait son impact éventuel. Inquiets, des membres de la communauté se sont regroupés sous le nom de Save Lamu (Sauver Lamu) - qui s'est transformé en une coalition de plus de quarante organisations communautaires – pour organiser la communauté de Lamu et veiller à ce que ses préoccupations soient entendues par Amu Power et autres décideurs.

« L'information sur les réunions ouvertes au public était mal communiquée et les lieux de réunion changeaient au dernier moment. Nous avons cherché à assister aux réunions et à pousser Amu Power à fournir des informations complètes sur le projet. »

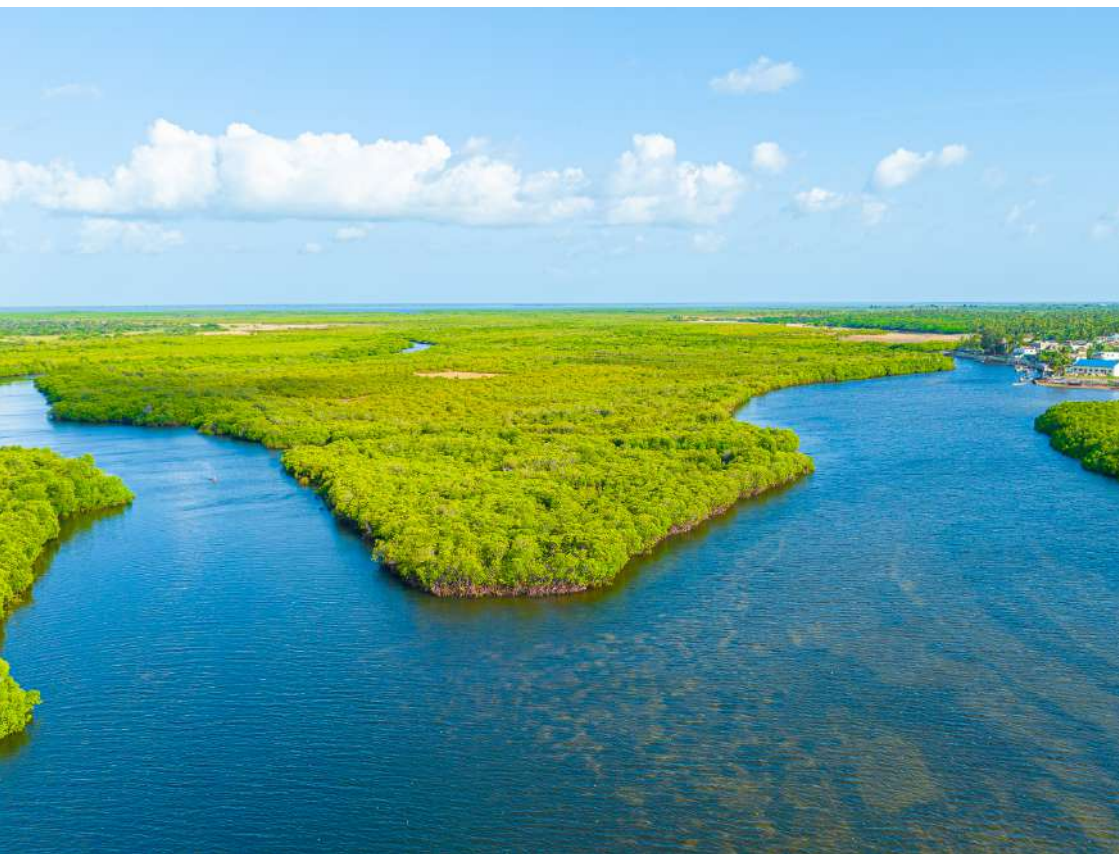
~ Khadija Shekuwe,
Coordinatrice de Save Lamu



Conseils:

- Recherchez rapidement des informations détaillées sur le projet.
- Formez des coalitions pour réduire les risques encourus par des particuliers et des organisations
- Accompagnez la communauté à chaque étape du processus de plaidoyer.

Le pouvoir d'une collectivité : les étapes suivies par Lamu pour défendre ses terres et l'environnement



Face à l'absence de réponse significative des autorités et d'Amu Power, Save Lamu a compris qu'il fallait élargir les initiatives de plaidoyer. S'associant à des organisations locales et internationales, ils ont recouru à des stratégies très diverses pour s'opposer à la centrale à charbon. Ces stratégies comprenaient le recueil de données factuelles relatives au projet de centrale à charbon, l'organisation de manifestations pacifiques et la recherche d'actions judiciaires et non judiciaires pour obtenir réparation. En alliant ces méthodes, la communauté a défié le projet et cherché à protéger ses terres, l'environnement et ses moyens de subsistance.

a. Apprentissage et partage : des enseignements mondiaux qui sensibilisent les populations locales

Save Lamu a compris qu'il fallait aller à l'encontre du discours biaisé véhiculé par Amu Power, qui prétendait que le projet de centrale bénéficierait à la collectivité. Pour être efficace, ils ont dû recueillir des données factuelles sur l'impact réel des centrales à charbon. En 2019, Save Lamu a organisé des visites d'échanges d'apprentissage en Afrique du Sud et en Inde, où des délégués de la communauté de Lamu ont pu voir de leurs propres yeux les effets dévastateurs de la production de charbon. Ces visites ont donné lieu à des rencontres avec les exploitants des centrales à charbon, des conversations avec les communautés affectées et à la documentation de la destruction de l'environnement causée par ces projets.



« Ce n'est que lorsque je suis allée en Inde que j'ai compris l'ampleur du problème auquel nous étions confrontés. Les effets du charbon sur la santé humaine, la vie marine, les mangroves et les terres étaient dévastateurs et irrécupérables. J'ai ressenti le besoin de rentrer d'urgence au Kenya et d'arrêter le projet. »

~ Ustadh Mahmoud Abdulkadir, Islamologue et membre du Conseil d'administration de Save Lamu.

« Ce que nous avons vu en Afrique du Sud était bien différent de ce qu'Amu Power avait raconté à notre communauté. Il y avait une quantité massive de rejet de déchets, de l'eau polluée et des gens malades. Nous avons aussi entendu parler de cas tragiques d'enfants mort-nés et de fausses couches. Les seules entreprises florissantes étaient les dispensaires et les pharmacies ! Nous avons utilisé ce que nous avons filmé pour faire des documentaires et les avons partagés avec la communauté dans le cadre de réunions publiques. »

~ Raya Famau, Membre du conseil d'administration de Save Lamu et présidente de Lamu Women Alliance (Alliance des femmes de Lamu)



Les résultats de ces visites ont révélé la nocivité des projets de centrale à charbon pour la santé humaine, la vie marine et les économies locales. Armé de ces connaissances, Save Lamu a amplifié son plaidoyer local, communiquant l'information recueillie dans des forums communautaires, des émissions de radio, les réseaux sociaux et des projections ouvertes au public. La coalition s'est assurée que son message était clair, factuel et fondé sur l'expérience vécue par des communautés affectées par le charbon dans d'autres pays.



« Je suis allé en Afrique du Sud et en Inde, et la situation était la même dans ces deux pays —pauvreté, morosité et aucune amélioration économique réelle due à la production de charbon. Nous avons parlé aux populations locales, enregistré des vidéos, et réuni de la documentation pour la ramener et la partager avec notre communauté. »

~ **Abubakar Mohammed**,
Négociant en poisson et président de Pate BMU

« Nous avons veillé à ce que nos messages soient factuels et correspondent aux résultats des recherches que nous avons faites sur le charbon. Les photos et les vidéos de nos expériences en Afrique du Sud et en Inde ont eu un grand impact. Elles ont vraiment mobilisé le public contre le projet de charbon, et les témoignages des membres de la communauté qui sont allés faire ces visites ont aussi rencontré un écho favorable dans le public. »

~ **Hindu Salim**,
président, Maendeleo ya Wanawake, Mkomani Ward



Save Lamu a aussi collaboré avec des organisations internationales pour remettre en question la justification économique du projet grâce à des études indiquant que la centrale au charbon serait une erreur coûteuse pour le Kenya, qui ferait payer aux consommateurs une électricité plus chère dans les années à venir.



Conseils:

- Contactez des communautés touchées par des projets similaires et mettez-vous en relation avec des réseaux régionaux et internationaux afin de mieux comprendre la situation et de renforcer la solidarité. Entrez en contact avec des groupes et des réseaux de solidarité régionaux et mondiaux (tels que la Coalition africaine pour la responsabilité des entreprises et la Coalition pour les droits de l'homme dans le développement) et demandez-leur de vous aider à vous présenter.
- Utilisez des photos, des vidéos, et des données pour renforcer votre dossier et partager les résultats au sein de votre communauté afin de faciliter la compréhension et l'action.
- Diffusez les informations dans le cadre de rencontres, dans les réseaux sociaux et les médias locaux afin de donner à votre communauté les moyens d'agir.

b. Utilisez les médias pour changer les choses : comment Lamu a mobilisé en ligne et ailleurs

Outre le fait d'afficher sur son site web des informations concernant le projet de centrale, Save Lamu était très présent sur diverses plateformes de réseaux sociaux comme Facebook, X (anciennement Twitter) et YouTube. Les réseaux sociaux se sont avérés très utiles pour mobiliser des soutiens au niveau local et national, corriger le

discours d'Amu Power sur la centrale, attirer l'attention de la communauté internationale et contacter les éventuels bailleurs de fonds du projet via leurs comptes sur les réseaux sociaux. La campagne a été aussi couverte par les quotidiens nationaux et plusieurs talk-shows à la radio où les membres de Save Lamu, à tour de rôle, ont fait connaître leurs préoccupations.



« Grâce aux réseaux sociaux, nous avons réussi à publier des mises à jour quotidiennes et à faire en sorte qu'un large public participe à des discussions sur le projet de centrale. Une fois les bailleurs de fonds identifiés, nous les avons tagués dans nos publications. »

~ Mohammed Okeil,
Assistant du responsable des communications de Save Lamu



Conseils:

- Utilisez les médias sociaux pour tenir votre public informé et susciter son intérêt.
- Taguez les parties prenantes concernées afin de cibler vos actions de sensibilisation et d'amplifier votre message.
- Utilisez les vidéos et les images pour renforcer votre message.

c. Lettres et pétitions de résistance : l'appel à l'action de Lamu

Save Lamu a envoyé des lettres à l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (National Environmental Management Authority/NEMA), au Service des pêches et à l'administration du comté de Lamu, exprimant ses inquiétudes concernant le projet et la faible implication de la population. Des pétitions ont été remises au gouverneur de Lamu, Issa Timamy, et à l'Assemblée du comté, exigeant le rejet du projet et l'adoption de solutions énergétiques alternatives. Bien que de nombreuses lettres soient restées sans réponse, les pétitions ont permis de documenter les efforts de la communauté visant à communiquer avec les autorités.

« Nous avons écrit un certain nombre de lettres et de pétitions pendant la période de plaidoyer. Grâce à ces dernières, nous avons réussi à nous exprimer sans peur d'être mal cités ou incompris. Nous voulions aussi documenter nos initiatives et réunir des preuves pour appuyer d'autres stratégies, telles que des manifestations et des procès. »

~ Adam Lali Kombo,
Secrétaire de Save Lamu



La campagne par courrier a dépassé les frontières nationales. Save Lamu a aussi fait part de ses préoccupations aux organes des Nations Unies tels que l'UNESCO (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) qui avait reconnu la vieille ville comme étant la plus ancienne et la mieux conservée des colonies Swahili en

Afrique de l'Est. L'UNESCO a finalement demandé que le projet soit abandonné en raison de ses effets nuisibles sur le site du Patrimoine mondial.



Conseils:

- Adaptez votre message afin de formuler des demandes précises au service concerné.
- Concentrez-vous sur la question fondamentale devant être abordée.
- Énoncez clairement les résultats souhaités dans toutes vos communications.

d. Manifestations pour la préservation : la résistance pacifique de Lamu contre le charbon

Save Lamu, en collaboration avec des organisations de la société civile et des dirigeants locaux, a organisé des manifestations pacifiques dans la ville de Lamu et à Nairobi pour s'opposer au projet. Ces manifestations ont rassemblé divers groupes et élargi le mouvement, aboutissant à la création du mouvement DeCoalonize, qui a attiré l'attention régionale et internationale sur leur cause. Malgré les intimidations et les arrestations menées par le gouvernement, la détermination de la communauté a renforcé ses activités de plaidoyer.



« Les manifestations nous ont donné de la force. Plus ils nous persécutaient, plus nous prenions conscience de notre pouvoir collectif. Nous avons travaillé ensemble comme une seule équipe avec un objectif commun, sans jamais laisser nos intérêts individuels prendre le dessus, quelle que soit la durée de la lutte. »

~ Walid Ahmed,
Environnementaliste et membre du conseil d'administration
de Lamu Youth Alliance



Conseils:

- Les manifestations pacifiques servent à capter l'attention du public et à rendre votre cause plus visible.
- Attendez-vous à rencontrer de la résistance et des tentatives d'intimidation, mais faites preuve de résilience. Anticipez ces réactions et préparez des mesures de sécurité et des plans d'urgence pour ne pas être pris de court.
- Collaborez avec divers groupes communautaires pour bénéficier d'un soutien élargi.

e. Porter la lutte devant les tribunaux

Au nom de Save Lamu et de membres individuels de la communauté, les avocats du Katiba Institute ont déposé une requête devant les tribunaux contestant l'octroi d'un permis environnemental par la NEMA à Amu Power. L'équipe juridique, avec le soutien de Natural Justice et de l'Environmental Law Alliance Worldwide (ELAW), a contesté la pertinence des rapports, des procédures et des décisions qui ont conduit à la délivrance du permis.



Les militants Walid Ahmed et Ishaq Abubakar, basés à Lamu, mènent la manifestation sur le front de mer de Lamu.



Somo Mohamed Somo, Mohamed Mbwana, Adam Lali Kombo et Swaleh Elbusaidy, membres de Save Lamu, se joignent à DeCOALonize et à d'autres organisations à Central Park, Nairobi, en 2019, pour manifester contre le charbon.



« Les rapports de la NEMA étaient longs et remplis de jargon technique, ce qui rendait difficilement compréhensibles pour la communauté les impacts environnementaux et biologiques du projet. Nous avons constaté que la participation du public était minimale et que des informations essentielles étaient cachées aux personnes concernées. »

~ Lempaa Suyianka,
Institut Katiba.

« Nous avons réalisé que les poursuites judiciaires constituent un outil puissant pour traiter des projets complexes tels que celui de la centrale à charbon. Elles sont devenues une stratégie essentielle pour obliger les pouvoirs publics à rendre compte de leurs décisions. »

~ Khadija Juma,
Responsable de la communication chez Save Lamu



Une décision judiciaire historique rendue en juin 2019 a conclu que la NEMA n'avait pas garanti la participation du public ni évalué correctement les risques environnementaux, ce qui a entraîné l'annulation du permis environnemental du projet. Cette victoire juridique a bloqué la construction du projet et attiré l'attention du monde entier.



Conseils:

- Recourez à des actions en justice pour compléter les actions de sensibilisation communautaire, le cas échéant. Les actions en justice peuvent constituer un moyen efficace de retarder ou de bloquer un projet pendant que les autres actions de sensibilisation se poursuivent.
- Demandez l'aide d'experts pour interpréter les rapports techniques et identifier les violations éventuelles. Des organisations telles que Natural Justice et ELAW peuvent vous apporter leur expertise juridique et scientifique.
- Relayez chaque étape de vos démarches juridiques et de votre action de plaider dans les médias.

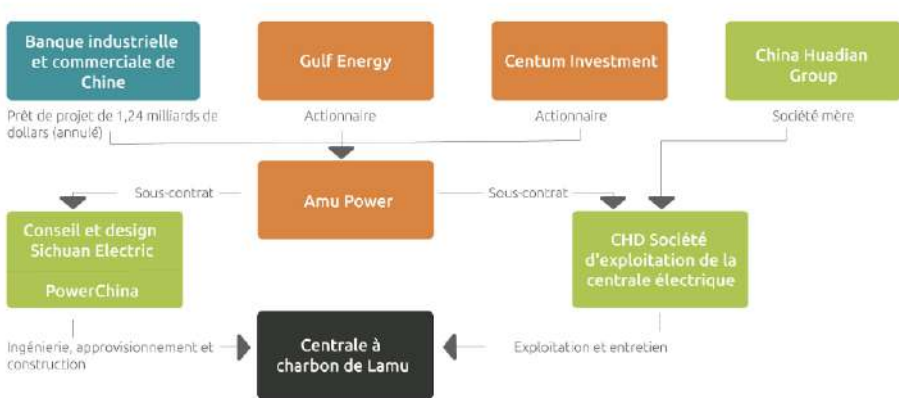
f. Suivre l'argent à la trace

Connaitre les bailleurs de fonds du projet a permis à Save Lamu de communiquer les objections de la communauté aux responsables du projet et d'exiger qu'ils cessent de le financer.

1. Comprendre le financement de projets

Cela n'a pas été facile. Mais avec l'aide de Save Lamu, soutenu par Accountability Counsel et Inclusive Development International (IDI), la communauté a trouvé des bailleurs de fonds potentiels, notamment Centum Investment Group, la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), Standard Bank, FirstRand Bank of South Africa, la Banque africaine de développement (BAD) et la Société financière internationale (SFI).

Comprendre le financement de projets



« Amu Power n'a pas divulgué d'information concernant les bailleurs de fonds du projet. Il a fallu faire de nombreuses recherches et obtenir le soutien d'organisation partenaires pour que Save Lamu identifie ces bailleurs de fonds. »

~ Khadija Juma,
responsable de la communication chez Save Lamu

« Nous avons ensuite réalisé que notre plaidoyer aurait pu être plus efficace si nous avions identifié les principaux acteurs dès le départ. »

~ Adam Lali Kombo,
Secrétaire de Save Lamu



Conseils:

- Recherchez et identifiez les bailleurs de fonds du projet dès le début afin d'orienter votre stratégie de plaidoyer. N'hésitez pas à demander de l'aide. Les outils « Follow The Money » d'Inclusive Development International et « The Counter » de SOMO peuvent vous aider dans vos recherches sur les entreprises et les chaînes d'investissement.
- Exigez des responsables de projet qu'ils fassent preuve de transparence concernant leur financement.

II. Appel à la Banque africaine de développement (BAD): plaidoyer contre le financement des énergies polluantes

Save Lamu a appris que la Banque africaine de développement (BAD) envisageait d'accorder une garantie de risque (une forme d'assurance) de 100 millions de dollars américains pour le projet de charbon de Lamu. Save Lamu a donc d'abord contacté la banque par courrier, faisant part de ses préoccupations quant aux impacts environnementaux et sociaux du projet. En mai 2018, avec l'aide de ses partenaires, Save Lamu a facilité la participation de deux de ses membres au Forum de la société civile de la BAD à Abidjan. À cette occasion, ils ont rencontré les membres du conseil d'administration de la banque afin de leur faire part des problèmes existants, en particulier l'absence d'études d'impact environnemental et social satisfaisantes concernant la centrale à charbon.



« Lors du Forum de la société civile de la BAD à Abidjan, nous ne savions pas au départ dans quelle mesure les responsables seraient réceptifs à nos préoccupations. Mais nous avons été agréablement surpris par leur intérêt. Ils nous ont écoutés attentivement et leurs réponses nous ont rassurés sur le fait que nos efforts portaient leurs fruits et que nous ne nous battions pas en vain. »

~ Raya Famau,
membre du conseil d'administration de Save Lamu

Cette rencontre s'est avérée payante lorsque la BAD est revenue sur sa décision d'offrir une garantie de risque partielle pour le projet. En novembre 2019, la banque a officiellement annoncé qu'elle ne financerait pas le projet de centrale à charbon de Lamu et qu'elle n'envisageait pas de financer d'autres projets de charbon !



Conseils:

- Mobilisez les institutions financières dès le début. L'argent permet de réaliser des projets ; si vous pouvez bloquer les flux financiers, vous pouvez empêcher la mise en œuvre de projets nuisibles.
- Rendez-vous dans des forums où vous pouvez entrer en contact avec des décideurs.
- Célébrez les petites victoires pour rester sur votre lancée.

III. Demander des comptes à la Société financière internationale (SFI)

En 2019, grâce à la cartographie de la chaîne d'investissement, Save Lamu a appris que la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale était indirectement impliquée dans le financement du projet de centrale de Lamu. Cette implication a été retracée grâce à des relations financières intermédiaires avec la Kenya Commercial Bank, la Co-operative Bank of Kenya et la FirstRand Bank d'Afrique du Sud, qui ont toutes fourni des financements à Centum Group, la société mère d'Amu Power.

Forts de ces informations, Save Lamu et le groupe d'entraide des agriculteurs Kwasasi Mvunjeni ont déposé une plainte auprès du Conseiller-médiateur pour la conformité (CAO). La plainte se rapportait à la violation par la centrale à charbon du Cadre de durabilité de la SFI, en soulignant notamment le caractère incomplet de l'étude d'impact environnemental et social (EIES). Elle soulignait l'insuffisance des consultations avec les communautés concernées, l'insuffisance de la planification des réinstallations, les risques environnementaux tels que la pollution de l'air et de l'eau, et les menaces pesant sur le patrimoine culturel de Lamu, notamment sa proximité avec un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. La communauté a également critiqué l'absence d'exploration de sources énergétiques alternatives moins nocives et l'absence d'évaluation des impacts cumulatifs du corridor LAPSET plus large lié au projet.

« Accountability Counsel aide les communautés à mettre en avant les préoccupations sociales et environnementales liées à des projets nuisibles financés par des investisseurs internationaux, en les guidant vers des mécanismes de responsabilité indépendants afin de mettre fin aux violations des droits et d'obtenir réparation lorsque des dommages ont été causés. »

~ Robi Chacha Mosenda,
associé principal chargé des communautés,
Accountability Counsel



Malgré les préoccupations soulevées, le CAO a jugé la plainte irrecevable, estimant que la participation de la SFI par le biais d'intermédiaires financiers ne représentait pas une participation directe et significative au projet. Malgré ce revers, le processus a sensibilisé les bailleurs de fonds aux problèmes soulevés par la communauté, ce qui a conduit la SFI à prendre des mesures pour limiter ses relations avec les banques finançant la centrale à charbon ou à y mettre fin. Cette affaire a également mis en lumière les défis liés à la responsabilisation des institutions financières internationales lorsque les flux financiers transitent par des banques locales et régionales; elle a ainsi contribué à l'adoption de changements politiques exigeant davantage de transparence lorsque la SFI finance indirectement des projets à haut risque tels que la centrale à charbon de Lamu.



Conseils:

- Contactez des experts comme Accountability Counsel pour vous aider à vous orienter dans le processus IAM (gestion des identités et des accès).
- Envisagez d'utiliser des mécanismes de responsabilisation lorsque le projet en question a été financé par des investisseurs internationaux.
- Le fait de documenter les problèmes soulevés par la communauté facilite la communication d'informations cohérentes et convaincantes tout au long du processus de gestion des identités et des accès.

IV. Faire pression sur l'ICBC : inciter les banques chinoises à retirer leur financement du charbon

Après avoir identifié la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) comme principal bailleur de fonds du projet de charbon, Save Lamu a commencé à travailler avec des partenaires afin d'entrer en contact avec l'ICBC grâce à une stratégie de correspondance par courriel. Bien que dans un premier temps, ils n'aient reçu aucune réponse, Save Lamu a persévéré.

En juin 2019, Save Lamu, The DeCoalonize Movement et d'autres écologistes ont organisé des manifestations devant l'ambassade de Chine à Nairobi pour faire pression sur les institutions financières chinoises, en particulier la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), pour qu'elles retirent leur soutien au projet de Lamu. La manifestation a donné lieu à une réunion avec l'ambassade de Chine et d'autres acteurs, mais l'ICBC n'y a pas participé. Sans se décourager, Save Lamu a poursuivi ses démarches pour entrer en contact avec l'ICBC, principal bailleur de fonds du projet charbonnier.

Après des années d'efforts de sensibilisation, Save Lamu a finalement réussi à entrer en contact avec l'ICBC grâce à une stratégie multiple utilisant les réseaux sociaux, des courriels, une documentation claire des sujets de préoccupation, ainsi que des forums publics pour tenir la banque responsable du financement de la centrale à charbon. La persévérance de Save Lamu a été récompensée en novembre 2020, lorsque l'ICBC a confirmé qu'elle avait abandonné son projet de financement du projet de Lamu..



« Nous avons tenté de contacter l'ICBC par courriel, ainsi que l'ambassadeur de Chine, mais sans succès. Nos nombreux courriels nous ont été renvoyés. La situation était compliquée par le fait qu'ils n'avaient pas de bureau local au Kenya. Au cours de nos démarches, quelqu'un nous a communiqué les coordonnées de membres clés du personnel de l'ICBC qui travaillent au siège européen. Nous avons intensifié notre correspondance par courriel jusqu'à ce que, après environ deux ans, l'ICBC nous réponde pour confirmer son retrait du projet. »

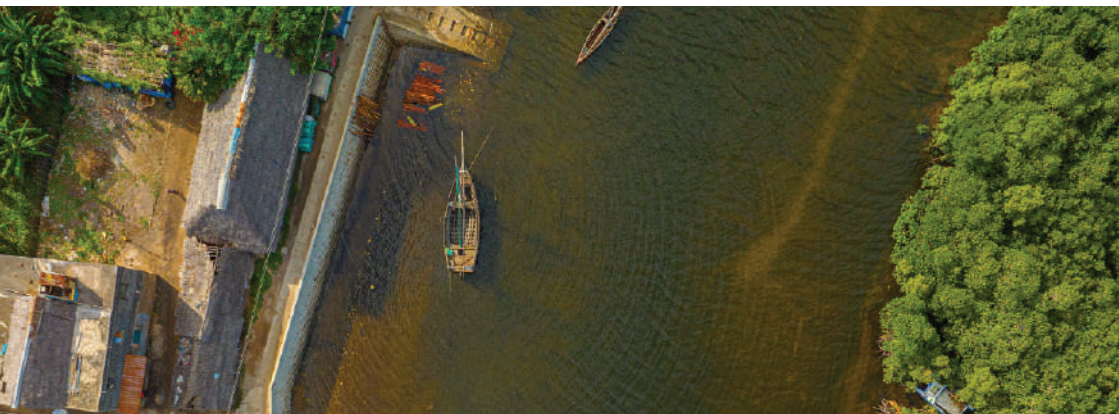
~ Mohammed Athman,
membre du conseil d'administration de Save Lamu.



Conseils:

- Faites preuve de constance dans vos activités de sensibilisation. Même si vous n'obtenez pas de réponse, cela ne signifie pas pour autant que vos communications sont inopérantes.
- Tirez parti des relations et des réseaux pour étendre votre action de plaidoyer à des cibles que vous ne pourriez pas atteindre autrement. Contactez des partenaires qui ont l'habitude de traiter avec des acteurs chinois afin qu'ils vous aident à identifier les bons interlocuteurs et à les contacter.
- Maintenez la pression sur les principaux bailleurs de fonds du projet. L'argent c'est le pouvoir.

La lutte continue : la réussite de Lamu et la voie à suivre



La décision de justice invalidant le permis environnemental du projet, les critiques de l'UNESCO à l'égard du projet de centrale de Lamu et le retrait de divers bailleurs de fonds ont validé le long combat mené par le groupe d'agriculteurs Kwasasi Mvunjani, Save Lamu, DeCoalonize et la population de Lamu.

Cette lutte contre un projet soutenu par les pouvoirs publics a mis en évidence la force de l'organisation communautaire, l'impact d'un plaidoyer fondé sur des données factuelles et l'importance de la collaboration entre les différentes parties prenantes pour contester des projets néfastes menés par les gouvernements et les multinationales.

La persévérance de Save Lamu nous rappelle avec force que, même si les actions en faveur de la responsabilisation peuvent être longues et complexes, elles en valent la peine. Les membres de l'organisation espèrent que leur succès inspirera et donnera les moyens aux communautés du monde entier de protéger leurs terres, leurs droits et leur environnement.



« La lutte est loin d'être terminée. Nous devons encore relever des défis, notamment les questions non résolues comme le déplacement des agriculteurs Kwasasi et la conversion inadéquate des sols par la Commission nationale des sols (National Land Commission) et l'administration du comté. Bien que le projet de centrale à charbon soit intégré au projet gouvernemental Vision 2030, nous devons plaider pour des solutions énergétiques durables qui protègent l'environnement de Lamu et donnent la priorité au bien-être de sa population. »

~ Somo N. Somo,
président de Save Lamu





Les gardiens de Lamu

Une étude de cas sur la campagne contre
le Projet de centrale à charbon de Lamu



www.savelamu.org

accountability
counsel

www.accountabilitycounsel.org